



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

Papers downloaded from AgEcon Search may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Développement local et formation des agents de développement en milieu rural

Bernard Patoureaux

Résumé

En milieu rural, l'enjeu principal du développement réside dans l'articulation entre politiques sectorielles et logiques territoriales. Quelques exemples l'illustrent et montrent que les projets économiques, sociaux et culturels sont indissociables et concourent au développement global. Au cœur de cette dynamique se trouve l'agent de développement local dont la formation doit être réenvisagée.

Abstract

In rural development, the main issue is the link between sectoral aspects and policies, on the one hand, and the logic of land use and spacial approaches on the other. This is explained by examples which show that economic, social and cultural aspects and projects are intermingled. All are needed to obtain global development. The local extension agent is at the heart of this dynamic process; his training must be reconsidered.

Citer ce document / Cite this document :

Patoureaux Bernard. Développement local et formation des agents de développement en milieu rural. In: Économie rurale. N°166, 1985. pp. 59-61;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1985.3149>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1985_num_166_1_3149

Fichier pdf généré le 08/05/2018

DÉVELOPPEMENT LOCAL ET FORMATION DES AGENTS DE DÉVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL

Bernard PATOUREAUX*

Résumé :

En milieu rural, l'enjeu principal du développement réside dans l'articulation entre politiques sectorielles et logiques territoriales. Quelques exemples l'illustrent et montrent que les projets économiques, sociaux et culturels sont indissociables et concourent au développement global. Au cœur de cette dynamique se trouve l'agent de développement local dont la formation doit être réévaluée.

Summary :

LOCAL DEVELOPMENT AND TRAINING OF RURAL EXTENSION AGENTS

In rural development, the main issue is the link between sectoral aspects and policies, on the one hand, and the logic of land use and spatial approaches on the other. This is explained by examples which show that economic, social and cultural aspects and projects are intermingled. All are needed to obtain global development. The local extension agent is at the heart of this dynamic process; his training must be reconsidered.

Les États Généraux du développement agricole en posant la petite région agricole comme échelon essentiel du développement, confirment l'intérêt croissant porté ces dernières années à l'espace local. En milieu rural, après des expériences ponctuelles, le développement local progresse, grâce à sa capacité à apporter certaines réponses aux problèmes et aux besoins locaux. La décentralisation lui donnera peut-être un nouvel élan, tandis que certains considèrent qu'il peut apporter au moins partiellement des solutions à la crise actuelle.

A partir de quelques exemples, nous montrerons comment cette dimension spatiale du développement a été prise en compte et nous explicitons quelques hypothèses plus générales qui s'en dégagent en matière d'articulation entre les secteurs et d'intervention dans le développement, pour enfin dégager quelques conclusions sur l'adaptation des formations d'agents de développement.

UNE ARTICULATION NÉCESSAIRE ENTRE POLITIQUES SECTORIELLES ET LOGIQUES TERRITORIALES

Sans s'attarder sur les orientations mises en œuvre depuis la dernière guerre, signalons que l'accent mis sur les politiques sectorielles a entraîné un foisonnement d'institutions employant un personnel de plus en plus spécialisé et fonctionnant sur des financements spécifiques.

Au-delà des résultats globaux peu contestés dans l'ensemble, certains espaces ruraux ont subi une dévitalisation importante et une dégradation relative des conditions de vie. En réponse, des actions innovantes, partielles ou globales ont vu le jour localement dans les domaines économique, social et culturel.

Quelques exemples choisis dans des régions présentant apparemment peu d'atouts (touristiques en particulier), permettront de montrer comment la dimension spatiale du développement a été prise en compte.

Dans un projet global, un volet économique centré sur la valorisation des potentialités agricoles.

Dans la Basse Vallée de l'Ognon (cinq cantons sur trois départements : Haute-Saône, Jura, Doubs) après un PAR (Plan d'Aménagement Rural) lancé en 77, deux contrats de pays ont été signés en 1982 basant le développement économique sur celui de l'agriculture.

Dès 1972, une étude mettait l'accent sur l'évolution des exploitations vers des systèmes céréaliers, compte tenu des possibilités de drainage et de remembrement, et corrélativement, sur la diminution de la population active agricole.

Le PAR, pour freiner l'exode agricole et rural, proposa de consolider les activités existantes et en particulier l'agriculture. Ainsi, parallèlement aux programmes hydrauliques et d'assainissement nécessaires à la modernisation de certaines exploitations, il a été prévu de favoriser les productions complémentaires et les cultures spéciales pour permettre à des jeunes de s'installer ou de se maintenir sur de petites surfaces. L'action, conduite sur trois ans, a comporté trois volets : information, rémunération de techniciens spécialisés, stages et visites.

En 1982, les contrats de pays ont poursuivi l'action par une étude plus approfondie de certaines productions possibles (recueil de références techniques et économiques, étude de marchés, aspects réglementaires, juridiques, sanitaires et fiscaux). Une stratégie de mise en œuvre a également été proposée.

Aujourd'hui, des résultats positifs sont apparus et plusieurs emplois (à temps plein ou partiel) ont été créés chaque année.

De cet exemple, il ressort que les élus locaux s'intéressent à l'agriculture au travers des emplois qu'elle peut créer ou maintenir. Ils ont cherché ici, patiemment, et avec l'appui des organisations socio-professionnelles, à concilier sur un même espace des modalités de déve-

* Institut National de Promotion Supérieure, rue des Champs Prévois, 21100 Dijon.

loppelement correspondant à des logiques différentes et partiellement contradictoires.

En terme d'intervention, si les chambres d'agriculture réalisent l'appui technique, l'échelon local (élus et animateurs de développement) conserve l'initiative, la recherche de financement, la responsabilité des études, la détection des porteurs de projets potentiels (jeunes ruraux ou des centres urbains voisins, femmes, pluriactifs...) et le soutien aux actions (information, formation, montage de projets, subventions).

D'autres ressources naturelles peuvent aussi être valorisées.

Dans le cadre des priorités nationales ou régionales définies par la planification, des financements peuvent être attribués dans les petites régions (filière bois par exemple). Cependant, des initiatives plus originales en matière économique ont été prises à partir d'un inventaire des ressources locales.

Par exemple, en Petite Woëvre (Meuse), dans le cadre d'un projet de développement global mis en œuvre par un SIVU (Syndicat Intercommunal à Vocation Unique) un syndicat d'aquaculteurs a été créé en 1982 pour valoriser et développer la production piscicole et aquacole de près de sept cents hectares d'étangs. Trois objectifs ont été retenus : augmenter la production, mettre en valeur de nouveaux étangs, déterminer une stratégie commerciale commune.

Des projets à caractère social et culturel peuvent concourir au développement économique.

Dans le canton de Colombey-les-Belles (Meurthe-et-Moselle), suite à un travail en commissions, un livre blanc a été rédigé en 1979. Après un constat pessimiste de la situation dans le canton, il a proposé deux objectifs prioritaires : freiner le dépeuplement et satisfaire localement un certain nombre de besoins immédiats.

Quatre secteurs d'intervention ont été retenus :

- **Agriculture** : réalisation d'une OGAF (Opération Groupée d'Aménagement Foncier) qui par contacts individuels systématiques, a permis la libération de terres et l'installation d'une dizaine de jeunes agriculteurs.

- **Santé** : après enquête exhaustive auprès des personnes âgées, un service médical à domicile a été mis en place pour leur permettre de rester sur place. A terme, six demi-emplois auront été créés (infirmier, secrétaire-comptable, aide-soignante).

- **Préscolarisation** : école maternelle, collectif parents-enfants.

- **Commerce** : une étude de faisabilité d'une structure d'accueil touristique est en cours actuellement.

Des emplois ont été créés, la population a tendance à se stabiliser, la confiance est revenue, une animation et une dynamique locale sont nées et conduisent à envisager des projets plus globaux.

Malgré tout, les liaisons entre ces différentes actions étaient présentes pour les responsables locaux et peuvent être schématisées ainsi : créer des emplois agricoles est nécessaire, mais il faut parallèlement agir sur les conditions de vie et donc améliorer l'habitat et les possibilités de scolarisation, la vie socio-culturelle et les services publics

et privés. Pour cela, un maximum de population doit rester sur place et en particulier les personnes âgées. Une des conditions est l'installation d'un service de soins à domicile : action sociale, mais aussi économique par les emplois directs créés et les revenus qui continueront à être dépensés sur place.

Cet exemple montre bien une combinaison d'actions sectorielles complémentaires, visant à inverser un processus cumulatif de dévitalisation.

QUELQUES HYPOTHÈSES SUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL GLOBAL

De ces quelques exemples et de la confrontation dans le cadre de formation avec des agents de développement, nous pouvons tirer quelques propositions qui resteraient à approfondir.

Des projets économiques peuvent être montés localement.

Si des ressources restent à valoriser, le développement local repose essentiellement sur la mobilisation des hommes d'où l'importance en amont de la politique de formation et d'information.

Dans ces projets économiques le recours à des compétences extérieures à la micro-région est quasi général même si l'initiative reste au niveau local. Les collectivités territoriales (régionales, départementales et les structures intercommunales) sont conduites de plus en plus à se doter d'agents de développement (touristiques, économiques, agricoles...) capables de promouvoir des actions économiques depuis la phase d'études jusqu'à l'évaluation.

L'expérience montre qu'avec une aide financière minimale mais un appui technique, de nombreux micro-projets peuvent éclore. Malgré tout, la question de l'intervention économique reste posée quand brutalement une entreprise ferme ses portes.

Des projets sociaux et culturels peuvent entraîner un développement économique.

Les actions visant à satisfaire les besoins locaux ainsi que l'animation socio-culturelle sont des voies d'induction d'un développement économique : par les emplois directs ou induits, mais aussi par l'identité locale qu'ils développent, le sentiment d'appartenance à une communauté, la connaissance mutuelle des acteurs sociaux. Ceci est préalable à l'émergence de solidarités entre groupes sociaux sur lesquelles reposent tous les projets de développement global. Ceci peut également attirer les jeunes qui, ayant fait le choix de vivre dans ce pays, pourront envisager d'y créer une activité.

Il n'y a pas de modèle de développement.

Compte tenu de la diversité des milieux ruraux, il n'y a pas de modèle transposable, mais des modalités et des actions spécifiques qui devront chaque fois être déterminées en fonction des particularités locales et de l'insertion dans l'économie nationale et régionale.

Ainsi, si la fonction touristique a pu être développée dans certaines régions, la fonction sociale d'accueil, plus récemment, dans les zones périurbaines, il faudra déployer plus d'imagination sur les territoires ne disposant pas des mêmes atouts.

Sur un même espace, des projets contradictoires.

Sur une même petite région, des groupes sociaux différents peuvent être porteurs de projets contradictoires.

Ce phénomène est encore accentué par les modifications sociologiques importantes en milieu rural ces vingt dernières années, et des conflits peuvent en résulter ayant trait au foncier, à l'utilisation de l'espace, à l'imposition locale par exemple.

La concertation entre les élus et la population devient un enjeu réel quand des procédures de développement émergent et faute de réussir les alliances nécessaires, des arbitrages devront être réalisés, qui pourront être coûteux sur le plan électoral.

L'animation des procédures est donc importante afin de conduire à l'explicitation des différents projets et de la demande locale.

L'enjeu essentiel reste l'articulation des politiques sectorielles et des logiques territoriales.

Les politiques sectorielles sont appliquées par des institutions diverses (mouvement descendant) et les logiques territoriales de prise en compte des besoins, de résolution des problèmes, et de valorisation des ressources sont portées par les élus et acteurs locaux (phénomène descendant). Beaucoup d'exemples montrent que la coordination est possible, quoique difficile, et que les agents de structures verticales (chambres consulaires, services extérieurs de l'Etat, associations socio-culturelles...) peuvent apporter un appui précieux, technique et méthodologique, dans la réussite des projets locaux, et en particulier dans l'articulation développement agricole-rural.

Ces projets doivent aussi s'insérer dans l'environnement socio-économique.

Une condition de réussite des projets locaux réside dans la capacité de leurs promoteurs à les résister dans leur environnement socio-économique régional, national, voire international et réciproquement à réaliser des activités s'insérant dans les grandes priorités définies à ces différents niveaux.

LES AGENTS DE DÉVELOPPEMENT DANS LA DYNAMIQUE LOCALE

A l'initiative de ces projets globaux, on peut trouver un élus local dynamique, un agent de chambre consulaire, un animateur socio-culturel, un travailleur social... bien implanté sur son milieu, mais s'étant confronté à d'autres expériences, capable de réaliser la synthèse entre des logiques différentes et de jouer un rôle de catalyseur au démarrage des projets.

Au fur et à mesure que ceux-ci ont pris de l'ampleur, un agent de développement local, professionnel, a souvent été recruté, parfois une petite équipe également, chargé de faire circuler l'information, de faire émerger les besoins par des méthodologies appropriées (réunions, enquête, participation, recherche-action...), de diagnostiquer les problèmes, de rechercher des financements, de monter et soutenir les dossiers, activités que l'on peut regrouper derrière quatre grandes catégories de fonctions : l'information, la négociation, la réalisation, la formation.

Pour remplir sa mission, il doit être en relation permanente avec les élus locaux mandatés par la population, et s'attacher la collaboration d'agents de développement plus spécialisés (agricoles, animateurs socio-culturels, travailleurs sociaux...) travaillant souvent sur une zone plus large que la petite région.

Mais la dynamique locale ne prendra tout son sens que, si à côté des élus et des deux catégories d'agents (spécialisés et territoriaux), des actifs contribuent à la vitalité du tissu économique et des acteurs de la vie associative à la vitalité du tissu socio-culturel.

POUR CONCLURE

Il faut souligner l'importance de la formation de cet agent, vu le rôle capital qu'il joue localement. Des hypothèses formulées et de quelques années de pratique de formation, nous tirons quelques enseignements :

— Il est intéressant de regrouper dans un même parcours des agents d'origine institutionnelle variée, et qui concourent au développement : territoriaux, animateurs socio-culturels, formateurs, chargés d'études de DDA...

— La formation doit permettre de mieux appréhender le milieu rural. Après une investigation de type pré-enquête, trois approches complémentaires sont réalisées : les activités socio-économiques, les acteurs et leur stratégie, les institutions et les moyens de financement, afin de pouvoir impulser des projets adaptés à l'extrême diversité des milieux ruraux.

— Le stagiaire doit être formé aux méthodes et techniques d'animation et d'expression.

— Un mémoire d'études réalisé pendant toute la durée de la formation peut permettre une synthèse des acquis autour d'une question en relation avec la pratique professionnelle.

Au carrefour des champs disciplinaires et des champs fonctionnels, les formations d'agents et d'acteurs du développement peuvent en amont favoriser l'émergence de projets globaux.